

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.879/2
DU 15 FÉVRIER 2012

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 25 janvier 2012, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « portant création d'un Fonds d'Impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du texte

Préambule

Il y a lieu d'insérer dans le préambule, un visa rédigé comme suit :

« Vu l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence, concluant qu'une évaluation d'incidence n'est pas requise ; ».

Dispositif

Article 1^{er}

Au paragraphe 2, 4°, dans la version française, il convient d'écrire « médecine générale ».

Il y a lieu d'y supprimer les mots « comme stipulé au point 1° » et « comme prévu au point 2° », qui ne sont pas nécessaires compte tenu même de leur définition dans la même disposition.

Il en est de même des mots « telle que visée au paragraphe 2, 5°, » au 6°, « visée à l'article 1^{er}, § 2, 5°, » à l'article 3, § 1^{er}, et « visée à l'article 1^{er}, § 2, 6°, » à l'article 4, § 1^{er}.

Article 4

Au paragraphe 3 de la version française du projet, il convient de rédiger les troisième et quatrième phrases de manière correcte.

Articles 17 et 18

1. Les articles 17 et 18 permettent aux médecins généralistes individuels et aux groupements qui, pour la période s'étendant du 1^{er} janvier 2008 au 31 décembre 2010, n'ont bénéficié d'aucune intervention pour les coûts salariaux ou n'ont bénéficié que d'une intervention fixée à un montant inférieur à celui fixé au chapitre 3, d'en obtenir le bénéfice pour cette période dans les limites fixées à l'article 18, cette dernière disposition énonçant les montants maximaux respectivement pour les années 2008, 2009 et 2010.

Les articles 17 et 18 appellent les observations suivantes.

2. L'article 22 du projet abroge l'arrêté royal du 15 septembre 2006 'portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement', qui puisait son fondement légal notamment dans l'article 55, § 4, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994, aux termes duquel

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, créer un fonds d'impulsion pour la médecine générale en vue de financer l'installation ou le regroupement des médecins généralistes, dont les dépenses sont à charge du budget de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de fonctionnement de ce fonds ».

Cette dernière disposition a été abrogée par l'article 124 de la loi du 24 juillet 2008 'portant des dispositions diverses (I)' mais l'article 125 de cette même loi dispose que

« L'arrêté royal du 15 septembre 2006 portant création d'un Fonds d'impulsion pour la médecine générale et fixant ses modalités de fonctionnement, y compris les modifications ultérieures, reste d'application jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal pris en exécution de l'article 36*duodecies* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ».

Un article 36*duodecies* a été inséré dans la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 par l'article 123 de la loi précitée du 24 juillet 2008, lequel est entré en vigueur le 17 août 2008, dix jours après la publication de la loi au Moniteur belge du 7 août 2008.

Cet article 36*duodecies* dispose ce qui suit :

« Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, créer un Fonds d'impulsion pour la médecine générale, destiné au financement de mesures visant à soutenir la médecine générale, qui ont pour but de stimuler les médecins généralistes à exercer ou à continuer d'exercer une activité de médecine générale. Les mesures peuvent tenir compte de caractéristiques objectives spécifiques des médecins généralistes mêmes d'une part et de leur pratique et des caractéristiques locales de la médecine générale d'autre part et elles peuvent entre autres concerner les frais d'installation d'un médecin généraliste et les activités ne concernant pas les soins nécessaires pour la gestion de la pratique.

Les dépenses du Fonds d'impulsion sont prises en charge par le budget de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités de fonctionnement du Fonds d'impulsion ».

Le projet à l'examen exécute cette dernière disposition.

3. Il résulte notamment de ce qui précède que les mesures prévues par l'arrêté royal précité du 15 septembre 2006, qui exécute l'article 55, § 4, de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994, peuvent être maintenues jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal en projet, qui exécute l'article 36*duodecies* de la même loi, et que, dans la mesure où le projet contient un dispositif identique à celui figurant dans l'arrêté royal précité du 15 septembre 2006, la rétroactivité organisée par les articles 17 et 18 du projet est admissible.

En revanche, s'agissant des mesures nouvelles contenues dans le projet, fondées sur le fondement légal élargi conféré au Roi par l'article 36*duodecies* de la loi coordonnée précitée du 14 juillet 1994, elles ne peuvent rétroagir qu'à la date d'entrée en vigueur de cette dernière disposition, à savoir au 17 août 2008.

Les articles 17 et 18 devraient être revus en conséquence.

4. Ces mêmes dispositions n'envisagent un dispositif transitoire que pour les années 2008, 2009 et 2010, et non pour la période séparant le 1^{er} janvier 2011 de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet.

Le projet devrait être complété en ce sens.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assesseurs de la section de législation,
Monsieur	Y. DE CORDT,	
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme G. JOTTRAND, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.879/2
VAN 15 FEBRUARI 2012

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 25 januari 2012 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit “tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan”, heeft het volgende advies gegeven:

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

De aanhef moet worden aangevuld met de als volgt gestelde aanhefverwijzing:

“Gelet op het voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren, waarin besloten wordt dat een effectbeoordeling niet vereist is”.

Dispositief

Artikel 1

In de Franse tekst van paragraaf 2, 4°, behoort te worden geschreven “médecine générale”.

In datzelfde onderdeel dienen de woorden “zoals bepaald in punt 1°” en “zoals bedoeld in 2°” te worden geschrapt, aangezien ze niet nodig zijn doordat ze verwijzen naar definities die in diezelfde bepaling voorkomen.

Hetzelfde geldt voor de woorden “zoals bedoeld in paragraaf 2, 5°,” in onderdeel 6°, voor de woorden “zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 5°,” in artikel 3, § 1, en voor de woorden “zoals bedoeld in artikel 1, § 2, 6°,” in artikel 4, § 1.

Artikel 4

De Franse tekst van paragraaf 3, derde en vierde zin, van het ontwerp behoort correct geredigeerd te worden.

Artikelen 17 en 18

1. Volgens de artikelen 17 en 18 kunnen individuele huisartsen en groeperingen die voor de periode van 1 januari 2008 tot 31 december 2010 geen enkele tegemoetkoming in de loonkosten hebben genoten of slechts een tegemoetkoming hebben genoten die lager is dan het bedrag bepaald in hoofdstuk 3, voor die periode een tegemoetkoming krijgen binnen de perken bepaald in artikel 18, in welke bepaling de maximale bedragen worden vermeld voor respectievelijk het jaar 2008, het jaar 2009 en het jaar 2010.

De artikelen 17 en 18 geven aanleiding tot de volgende opmerkingen.

2. Artikel 22 van het ontwerp strekt tot opheffing van het koninklijk besluit van 15 september 2006 ‘tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan’, voor welk besluit de rechtsgrond inzonderheid te vinden was in artikel 55, § 4, van de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994. Deze bepaling luidt als volgt:

“De Koning kan, door een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een impulsfonds oprichten voor de huisartsengeneeskunde bestemd voor de financiering van de installatie of de hergroepering van algemeen geneeskundigen waarvan de uitgaven ten laste worden genomen van de begroting van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorgingen en uitkeringen.

De Koning bepaalt, door een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkingsregels van dit fonds”.

Laatstgenoemde bepaling is opgeheven bij artikel 124 van de wet van 24 juli 2008 ‘houdende diverse bepalingen (I)’, maar artikel 125 van diezelfde wet luidt als volgt:

“Het koninklijk besluit van 15 september 2006 tot oprichting van een Impulsfonds voor de huisartsengeneeskunde en tot vaststelling van de werkingsregels ervan, met inbegrip van de latere wijzigingen, blijft van kracht tot op de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit getroffen in uitvoering van artikel 36*duodecies* van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994”.

Artikel 36*duodecies* is in de wet ‘betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij artikel 123 van de voormelde wet van 24 juli 2008, een artikel dat in werking is getreden op 17 augustus 2008, tien dagen na de bekendmaking van de wet in het Belgisch Staatsblad van 7 augustus 2008.

Dat artikel 36*duodecies* luidt als volgt:

“De Koning kan, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, een impulsfonds voor de huisartsgeneeskunde oprichten, bestemd voor de financiering van maatregelen ter ondersteuning van de huisartsgeneeskunde, die tot doel hebben huisartsen aan te zetten een huisartsgeneeskundige activiteit uit te oefenen of te blijven uitoefenen. De maatregelen kunnen rekening houden met specifieke objectieve karakteristieken van enerzijds de huisartsen zelf en anderzijds hun praktijk en de plaatselijke kenmerken van de huisartsgeneeskunde, en kunnen onder meer betrekking hebben op de kosten voor de installatie van een huisarts en voor de niet-verzorgingsgebonden activiteiten noodzakelijk voor het beheer van de praktijk.

De uitgaven van het impulsfonds worden ten laste genomen door de begroting van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

De Koning bepaalt, bij besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de werkingsregels van het impulsfonds.”

Bij het voorliggende ontwerp wordt laatstgenoemde bepaling uitgevoerd.

3. Uit hetgeen voorafgaat, volgt inzonderheid dat de maatregelen die vervat zijn in het voormelde koninklijk besluit van 15 september 2006, dat strekt tot uitvoering van artikel 55, § 4, van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994, gehandhaafd kunnen worden tot aan de inwerkingtreding van het ontworpen koninklijk besluit, waarbij artikel 36*duodecies* van diezelfde wet wordt uitgevoerd, en dat de terugwerking waarin de artikelen 17 en 18 van het ontwerp voorzien, aanvaard kan worden in de mate dat het ontwerp een regeling bevat die identiek is aan die welke in het voornoemde koninklijk besluit van 15 september 2006 voorkomt.

De nieuwe maatregelen die het ontwerp bevat en die steunen op de verruimde rechtsgrond waarin artikel 36*duodecies* van de voormelde gecoördineerde wet van 14 juli 1994 ten behoeve van de Koning voorziet, mogen daarentegen alleen terugwerken tot de datum waarop laatstgenoemde bepaling in werking is getreden, namelijk tot 17 augustus 2008.

De artikelen 17 en 18 zouden dienovereenkomstig moeten worden herzien.

4. Diezelfde bepalingen bevatten een overgangsregeling die alleen voor de jaren 2008, 2009 en 2010 geldt, maar niet voor de periode van 1 januari 2011 tot aan de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit.

Het ontwerp zou op dat stuk aangevuld moeten worden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M. BAGUET,	
	A. WEYEMBERGH,	assessoren van de afdeling
de Heer	S. VAN DROOGHENBROECK,	Wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. JOTTRAND, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS